

Created Mon 08 May 2017 16:56 (UTC) by

GENERATION KATUMBI LIMITED

Basic information

Can File	True
Sic Codes	<ul style="list-style-type: none">6312094920
Links	Filing History /company/09431265/filing-history Self /company/09431265 Officers /company/09431265/officers
Registered Office Address	Country England Region West Midlands Address Line 1 85 Hamar Way Postal Code B37 7RY Locality Birmingham
Jurisdiction	england-wales
Confirmation Statement	Next Due 2017-02-24 Next Made Up To 2017-02-10
Company Number	09431265
Company Status Detail	active-proposal-to-strike-off
Date Of Creation	2015-02-10
Etag	4a6ab1142deb91078e60ab8d258c792627fd6885
Accounts	Next Due 2017-11-30 Last Accounts Made Up To 2016-02-28 Accounting Reference Date Day 28 Month 02 Next Made Up To 2017-02-28
Company Name	GENERATION KATUMBI LIMITED

Company Status	active
Type	private-limited-guarant-nsc

Annual Return	Last Made Up To	2016-02-10
----------------------	------------------------------------	------------

Result from *Companies House company name search (Beta service)*

LES AMIS DE MOÏSE KATUMBI NORVEGE

Basic information

Company name LES AMIS DE MOÏSE KATUMBI NORVEGE
Company number 917722676
Jurisdiction Norway
Company type Forening/Lag/Innretning
Incorporation date July 1, 2016
Registered address c/o Baudouin Munyampara Iver Holters gate 32, DRAMMEN, 3041
Updated at Dec. 20, 2016
Registry URL <http://w2.brreg.no/enhet/sok/detalj.jsp?orgnr=917722676>

Industry codes

Scheme name	Description	Scheme ID	Code
Norway Standard Industrial Classification 2007	Activities of other membership organisations	no_sic_2007	94.991

Result from *OpenCorporates* company search

RDC : Kinshasa toujours sous tension, agitation dans plusieurs provinces

22/12/16 à 14:08 - Mise à jour à 14:07

Source: Afp

La République démocratique du Congo restait sous tension jeudi, deux jours après les violences meurtrières ayant marqué l'expiration du mandat du président Joseph Kabila : Kinshasa la grouillante capitale n'était que l'ombre d'elle-même alors que se multipliaient les incidents dans les provinces de cet État-continent.

Imprimer

Kinshasa la grouillante capitale n'est que l'ombre d'elle-même. © Belga

Mercredi, une attaque imputée à une secte politico-religieuse n'ayant jamais fait parler d'elle jusque-là a fait 17 morts dans le nord-ouest du pays, dont la cohésion, depuis son indépendance de la Belgique en 1960, a été menacée à maintes reprises.

A Lubumbashi, deuxième ville du pays, dans le sud-est, l'armée a bouclé jeudi à l'aube un quartier théâtre de violences au cours des deux jours précédents et procédé à des arrestations massives.

Dans la capitale, les évêques catholiques de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), qui encadrent des discussions entre pouvoir et opposition, s'emploient à trouver une voie de sortie à la crise provoquée par le maintien au pouvoir de M. Kabila après le report sine die de la présidentielle.

Le second mandat de M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, s'est achevé mardi. La Constitution interdit au chef de l'État de se représenter.

Mercredi, les évêques ont enjoint la classe politique à trouver un compromis "avant Noël" sous peine que la Cenco tire "toutes les conséquences qui s'imposent". Ils ont également demandé une "enquête indépendante" pour établir les "responsabilités" des violences des derniers jours.

L'Église catholique a joué un rôle majeur dans l'ouverture démocratique du début de la décennie 1990 et jouit d'une audience sur les questions politiques qui dépasse largement le cercle de ses fidèles (environ 40% des quelque 70 millions de Congolais).

Les affrontements ayant opposé mardi policiers ou soldats à des jeunes hostiles à M. Kabila, ont fait 22 morts à Kinshasa, Lubumbashi et dans deux villes de l'Ouest, selon la police nationale.

Épreuve de force

L'ONG Human Rights Watch a affirmé jeudi avoir documenté le décès de 34 personnes dans ces violences. L'ONU, elle, a avancé mardi un "bilan provisoire" de 19 morts "confirmés", susceptible d'augmenter.

Le calme est revenu mercredi dans la capitale, mais la mégapole de 10 millions d'habitants tournait encore au ralenti jeudi. Les forces de l'ordre y sont déployées en nombre et imposent la nuit des barrages routiers.

Dans plusieurs provinces, les événements des derniers jours semblent réveiller de vieux démons de l'Histoire.

A Lubumbashi, fief de l'opposant en exil Moïse Katumbi, le quartier bouclé par l'armée est réputé habité par des Kasaiens, originaires du Kasai, région du centre du pays. Mercredi, le gouverneur du Haut-Katanga Jean-Claude Kazembe avait dû fuir ce quartier sous des jets de pierres, après avoir tenté de participer à une "marche de la paix" destinée à montrer que les autorités maîtrisaient la zone.

M. Kazembe a fait porter la responsabilité des violences de mardi à plusieurs dizaines de "voyous venus de Mbuji-Mayi et Kananga", les deux grandes villes du Kasai, province d'origine de l'opposant historique Étienne Tshisekedi - qui a appelé à "résister pacifiquement" au maintien au pouvoir de M. Kabila - et du nouveau Premier ministre Samy Badibanga.

Le début de la décennie 1990 a été marquée au Katanga par des massacres à grande échelle des Kasaiens, accusés de voler les emplois des autochtones.

Depuis l'accession à la tête du pays, en 1997, de Laurent-Désiré Kabila, père de Joseph, la quasi-totalité des postes-clef du pouvoir sont détenus par des Luba du Katanga.

Le nord de cette région grande comme l'Espagne est déchiré depuis deux ans par un conflit opposant Bantous et Pygmées ayant encore fait des morts mardi.

A Kananga, des affrontements meurtriers (au bilan toujours inconnu) ont éclaté mardi entre l'armée et une milice apparue récemment pour contester l'autorité du gouvernement de Kinshasa. En 1960-1961, Kananga a été la capitale d'un état kasaien ayant fait sécession, tout comme le Katanga, qui ne sera finalement rattaché au pays qu'en 1964.

A Lisala, dans la Mongala (Nord-Ouest), au moins 14 miliciens et trois policiers ont été tués mercredi. Selon le gouverneur de la province, ces affrontements ont été provoqués par l'attaque d'adeptes d'une secte millénariste dont le gourou, tué mercredi, voyait dans la fin du mandat du président Kabila le début de la fin des temps.

Pour Thierry Vircoulon, maître de conférence à Sciences-Po Paris et spécialiste de l'Afrique centrale, "l'espace de la contestation étant verrouillé à Kinshasa, l'épreuve de force pourrait se délocaliser en province et prendre la forme de rébellions locales".

L'Est de la RDC, en particulier le Kivu, reste déchiré par de multiples conflits armés depuis la fin de la deuxième guerre du Congo (1998-2003).

Le Kivu et le Kasai "pourraient fort bien s'enflammer en 2017", craint M. Vircoulon dans un article publié le 18 décembre.

En savoir plus sur :

RDC: suspension du dialogue mais l'accord «à portée de main» selon la Cenco
http://www.mediacongo.net/dpics/filesmanager/actualite/2016_actu/decembre/19-25/eveques_utembi_ambongo_dialogue_16_003.jpg

Les évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) Marcel Utembi et Fridolin Ambongo

En RDC, les négociations entre la majorité et l'opposition sont suspendues à cause des obligations sacerdotales des évêques. Ces derniers devaient retourner dans leurs diocèses respectifs pour célébrer la fête de Noël parmi leurs fidèles. Entretemps, évêques médiateurs et délégués aux négociations ont convenu de se retrouver vendredi prochain, jour choisi pour la signature de l'accord qui devra sanctionner la fin des discussions. Samedi, à l'issue de la plénière-marathon commencée vendredi, pouvoir et oppositions se sont séparés sans avoir réglé tous les points de désaccord.

Pour le président de la Conférence épiscopale, « l'essentiel est fait ». « L'accord est à portée de main » assure-t-il. « L'accord a été trouvé, nous allons signer vendredi prochain ! » ont exulté des délégués de différentes composantes, mettant en relief les efforts des médiateurs, les évêques congolais, qui ont pu mettre tous les camps d'accord sur pratiquement tous les points qui étaient en discussion.

Le président Kabila reste en place, la présidentielle et les législatives devront avoir lieu en décembre 2017, cette période de transition devra être contrôlée par un organe à mettre en place avec à la tête un membre du Rassemblement de l'opposition. Il y a aussi à régler rapidement les sept cas emblématiques du harcèlement judiciaire dont celui de l'ex-gouverneur Moïse Katumbi Chapwe. Voilà pour les grandes lignes.

Reste cependant que la question du Premier ministre divise encore. Pour les uns, Samy Badibanga, nommé conformément à l'accord issu du dialogue facilité par Edem Kodjo devra garder ce poste qui est réservé à l'opposition ; ce à quoi le Rassemblement s'oppose...

Un répit pour aplanir les divergences

La médiation profitera certainement du répit pour essayer de rapprocher les vues, autant qu'elle devra aussi chercher un autre consensus pour la gestion des provinces et la réforme de la Ceni. Le secrétaire général de l'UDPS, Jean-Marc Kabund insiste : « C'est pas seulement la question de la primature. Il y a aussi la gestion des institutions au niveau des provinces. Nous avons connu des problèmes sérieux avec nos candidats à l'intérieur du pays. Prenons par exemple le cas de la Ceni, monsieur Nangaa à la tête de la Ceni n'est pas crédible ». « Si les divergences ne sont pas aplanies, je pense qu'il sera difficile de signer cet accord », a-t-il déclaré.

Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, lui, est beaucoup plus optimiste. « Nous avons réellement avancé. Il nous reste des petits points à mettre au point. Et les discussions vont avoir lieu pendant tout le week-end. Et je suis sûr que nous trouverons une solution. Nous sommes encore là. »

Mais pour Joseph Olenghankoy, président des Fonus et membres du Rassemblement, en définitive, ce n'est pas aux participants de juger de la pertinence de l'accord en gestation mais à la population : « On a négocié au nom d'un peuple et je crois que quand on va rendre ces résultats publics, c'est alors que nous aurons le véritable thermomètre, si le peuple se retrouve dans ce qu'on a négocié. »

Autre question en suspend, le financement des élections. Car si l'accord prévoit l'organisation d'une présidentielle fin 2017, le nouveau Premier ministre Samy Badibanga a fait savoir dans son discours de politique générale jeudi dernier que le budget du pays était « en chute libre ».

Mediacongo

Vers un accord en RD-Congo

Par Laurent Larcher , le 27/12/2016 à 17h17

Mis à jour le 27/12/2016 à 18h07

Laurent Larcher, le 27/12/2016 à 17h17

Mis à jour le 27/12/2016 à 18h07

ZOOM

Des manifestants Congolais ont défilé, le 20 décembre, pour demander le départ de Joseph Kabila, à Pretoria, en Afrique du Sud. L'Afrique du Sud reste l'un des seuls pays à soutenir le président congolais. / John Wessels/AFP

L'Église catholique mobilise ses réseaux et ses ressources pour trouver un accord à la crise politique qui secoue dramatiquement la République démocratique du Congo depuis le 19 décembre, la date butoir du second et dernier mandat présidentiel de Joseph Kabila. Sa décision de rester au pouvoir a entraîné de nombreuses manifestations violemment réprimées par les forces de l'ordre : pour la seule journée du 20 décembre, elles ont tué 34 personnes, selon Human Rights Watch.

Depuis lundi 19 décembre, le pape François multiplie les gestes et les discours en faveur de ce pays francophone de plus de 70 millions d'habitants. Ce jour-là, il a reçu le président et le vice-président de la conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), responsable de la médiation entre le pouvoir et l'opposition.

> Lire aussi : Le cardinal Monsengwo, le « Wojtyla congolais »

Au cours de son audience générale du mercredi 21 décembre, il a appelé les responsables politiques congolais à écouter « la voix de leur propre conscience » et à servir « le bien commun ». Enfin, lors de sa bénédiction de Noël urbi et orbi, dimanche 25 décembre, il a demandé la paix pour la RD-Congo, souhaitant que « toutes les personnes de bonne volonté mettent tout en œuvre pour entreprendre un chemin de développement et de partage, en préférant la culture du dialogue à la logique de l'affrontement ».

« L'accord est à portée de main »

Le soutien du Vatican à la Cenco est net et sans ambiguïté. Ce n'est pas rien dans ce pays très majoritairement chrétien et dans lequel l'Église catholique est la seule institution debout.

Du côté de la Cenco, on espère trouver un accord prochainement, et cela malgré les ajournements, les blocages et les dates limite tant de fois dépassées. Si l'on en croit le président de la Conférence épiscopale, samedi 24 décembre : « L'accord est à portée de main. » Pris par les célébrations de Noël, les évêques et les délégués aux négociations sont convenus de se retrouver vendredi 30 décembre pour la signature de ce compromis. Du côté de l'opposition comme du pouvoir, tout le monde s'en félicite.

> À lire : RDC : L'archevêque de Kinshasa demande à Kabila de ne pas se maintenir par la force Une élection présidentielle pourrait se tenir en décembre 2017

Quels en seraient les termes ? Le président Joseph Kabila resterait en place jusqu'à l'élection présidentielle, arrêtée en décembre 2017. Cette transition d'un an devrait se faire sous le contrôle d'une Haute Autorité présidée par un membre du Rassemblement, la principale plateforme de l'opposition.

> Relire : RD-Congo : Moïse Katumbi, l'homme qui inquiète Joseph Kabila

C'est une avancée, même si tout n'est pas réglé, comme le sort de Moïse Katumbi, l'une des figures de l'opposition et l'un des grands favoris à l'élection présidentielle, contraint à l'exil à la suite d'un procès douteux.

Quoiqu'il arrive, Joseph Kabila a perdu presque toute crédibilité dans son pays, et fait quasiment l'unanimité contre lui à l'extérieur de ses frontières, aussi bien du côté des grandes puissances occidentales que de l'Afrique, à l'exception notable de l'Afrique du Sud. Vague de massacres dans le Kivu

Dernière défection en date, l'Angola. Cet allié de toujours du clan Kabila a condamné « la violence récurrente » qui touche la RD-Congo et a rapatrié ses soldats engagés dans les forces de sécurités congolaises comme la garde républicaine et la police.

La nouvelle vague de massacres qui a ensanglanté le Kivu, le week-end de Noël, accroît le discrédit du président sortant : au moins 35 civils ont été tués dimanche 25 et lundi 26 décembre dans le conflit qui oppose milices nande et milices hutu rwandophones dans la région de Rutshuru, Masisi et Lubero (Nord Kivu). Un bilan terrible qui s'ajoute aux 22 civils massacrés dans le grand nord Kivu, dans un raid attribué à la rébellion d'origine ougandaise ADF.

Laurent Larcher